

# Les maisons de jeunes en Belgique

Il faut dire qu'en matière de maisons de jeunes et de la culture la Belgique n'existe plus. Nous avons pour gérer ce type de dimension aujourd'hui les Communautés. Nous avons la communauté germanophone, la communauté néerlandophone et la communauté française; il serait plus juste d'ailleurs de dire francophone, puisqu'il ne s'agit pas de la réserve de quelques français en Belgique. Donc, je ne pourrai parler des maisons de jeunes que dans le contexte de la communauté française en Belgique.

## Rappel historique

Je fais un petit rappel historique parce que c'est important, si on veut comprendre le cadre juridique des maisons de jeunes en Belgique. La première maison de jeunes est née à Bruxelles en 1949, donc tout de suite après guerre. Il faudra attendre 22 ans, jusqu'à 1971, pour avoir l'arrêté royal qui porte sur la reconnaissance et l'octroi des subventions pour maisons de jeunes.

Pourquoi en 1971? La réponse va nous donner les fondements même du cadre juridique pour trois raisons, en fait trois ruptures qui vont traverser le paysage belge.

La première rupture, c'est qu'à ce moment là, il y a une véritable subversion du côté de la jeunesse et particulièrement de la jeunesse inorganisée. Jusque-là, en Belgique, tout ce qui est jeunesse est géré par des organisations et des mouvements qui restent derrière les grandes tendances politiques, c'est ce qu'on appelle la pilarisation. La jeunesse inorganisée s'exprime peu ou pas du tout. Par contre au cours des années 60, elle commence à réagir et elle réagit de manière assez violente; elle critique une série de choses, elle refuse une série de choses, elle refuse la culture de masse, elle refuse les animateurs un peu pantins d'une télévision qui se veut un peu totalitaire, elle refuse les méthodes d'éducation et pas seulement les méthodes, les contenus, l'école est évidemment fort critiquée. C'est 68 et cette situation de subversion de la jeunesse va poser des problèmes.

Alors, à côté de la reconnaissance des grands mouvements pilarisés qui existent depuis longtemps, on va imaginer la création d'un secteur qui porte effectivement sur ces jeunes inorganisées. C'est une manière de reconnaître l'existence de cette jeunesse, c'est aussi une manière de la contrôler parce qu'elle est dangereuse, parce qu'elle est subversive. Ça va évidemment apparaître très clairement dans le cadre juridique qui est le nôtre puisqu'il nous demande effectivement de travailler avec une jeunesse qui doit être critique, mais on met tout de suite après qu'elle doit être responsable.

La deuxième rupture, c'est la contestation flamande en Belgique, et particulièrement la revendication de reconnaissance d'une culture flamande. Face à ça, on va se rendre compte très vite, en Wallonie, que la Wallonie est un désert culturel. A part quelques grandes maisons de la culture à Bruxelles et dans quelques grandes villes, il n'y a rien. Cela veut dire que le commun des wallons pour avoir accès à la culture doit se déplacer ou s'en passer. Généralement il s'en passe.

Et donc, il y a un ministre qui va développer un plan quinquennal de démocratisation de la culture. Son objectif est de donner accès à la culture au plus grand nombre, mais on ne critique pas la culture, la culture avec un grand "C", la Culture des grands auteurs, la Culture des grandes oeuvres. Selon lui, il suffirait a priori de multiplier les espaces sur le territoire pour donner accès aux plus défavorisés à cette grande culture. Evidemment, cela ne va pas tenir le cap. Les années 60 sont aussi le lieu de la contestation de cette culture et on va remplacer très vite ce plan quinquennal de démocratisation de la culture par une politique de démocratie culturelle.

Avec ce concept, il ne s'agit pas de donner accès à ce qui est un mythe bourgeois, mais il s'agit de considérer le citoyen comme un agent culturel, comme pouvant lui-même travailler sur sa culture, à partir de sa culture, à partir de son point de vue, d'être quelqu'un qui peut produire des discours, qui peut produire des oeuvres. Cette rupture-là est importante et donc les maisons de jeunes vont bénéficier des deux tendances, d'une part de cette idée qu'il faut multiplier

les espaces et d'autre part, au niveau du fond et du contenu, qu'il ne faut pas offrir au sein des maisons de jeunes la culture avec un grand "C" mais qu'il faut dans ces espaces adopter une démarche qui permette à chacun d'abord de comprendre qui il est, où il est et à partir de là de devenir un agent de développement. Cela va se retrouver aussi dans le texte de l'arrêté royal puisque l'objectif est d'amener les jeunes à non seulement participer mais à être les agents de leur propre développement.

## Des lieux de décripation idéologiques

Troisième élément qui est important en Belgique, c'est que, depuis la guerre, on n'arrête pas d'avoir des dossiers qui donnent une certaine crispation idéologique. On va voir la question royale, la décolonisation, le pacte scolaire, on va systématiquement, à chaque fois que le jeu s'est calmé, repartir sur un nouveau dossier. Cette crispation idéologique est liée au fait que l'idéologie est le ressort principal des mouvements et des organisations, qu'ils soient syndicaux, mutualistes, etc. Mêmes les organisations de jeunesse et d'éducation permanente sont le lieu de cette crispation puisqu'elles sont directement liées à un pilier politique. A un moment donné le pays va presque vers l'éclatement et un éclatement dont la ligne de fracture est évidemment la séparation linguistique.

Pour calmer le jeu à un moment donné, on dit qu'il faut recréer des lieux de décripation, c'est-à-dire des lieux où on peut mettre des personnes de tendances différentes dans la même salle, on ferme la porte et on attend comment ça se passe, mais au moins on va aller vers un compromis, vers un consensus. Sur cette politique de démocratisation culturelle, où on veut avoir un maximum d'espaces sur le terrain, on va greffer l'idée qu'il faut que ce soient des lieux non plus politiques et identifiés politiquement à tel ou tel parti mais surtout des lieux ouverts à tous et où le débat peut avoir lieu entre différentes tendances. C'est la reconnaissance par les pouvoirs publics du pluralisme comme étant presque de salut public.

Notre texte de reconnaissance des maisons de jeunes reprend cette idée et donc la maison de jeunes doit être un lieu ouvert à tous les jeunes, quels que soit leur tendance idéologique, culturelle, leur sexe etc. On n'est pas du tout dans la démarche sociale, on est bien dans une logique où on calme une subversion heurtée par une classe jeune et on crée un lieu de décripation idéologique avec, sous-tendue, l'idée que ce sont bien les citoyens qui s'associent pour porter l'initiative. Il ne s'agit donc pas, contrairement à d'autres pays d'Europe, d'une initiative portée par les pouvoirs publics, c'est bien le citoyen qui porte l'initiative qui est reconnue par la suite.

## Les retombées de la crise économique

Voilà le point de départ, le texte de 1971 n'a toujours pas changé, par contre les choses ont changé. Nous avons revendiqué longtemps un décret qui remette en

question certains fondements de ce texte, mais jusqu'à présent rien n'a été fait et ce n'est peut-être pas sans raison. Quand je dis qu'en 1971 on a eu ce texte parce qu'il fallait calmer le jeu, on remarquera que, pendant plus de 15 ans, les pouvoirs politiques mais aussi les organisations de jeunesse et les mouvements d'éducation permanente vont systématiquement bloquer toute promotion du secteur des maisons de jeunes, donc pas d'augmentation des subventions, pas d'augmentation du personnel. C'est le statu quo permanent, c'est une manière d'appauvrir systématiquement un secteur de manière à le voir disparaître. C'est un élément important et d'autant plus important que pendant les années 70, on va avoir de face le choc pétrolier avec ses retombées.

Loin de cette idée de subversion de l'après 68, les maisons de jeunes sont confrontées soudain à un public qui n'est plus subversif et qui est en fait un public de jeunes dont la famille, et eux-mêmes parfois, connaissent la crise et une crise extrêmement importante chez nous. On ne peut même pas parler de crise mais de déclin, puisqu'il s'agira pour nous du déclin de tout un secteur industriel, la sidérurgie, avec presque une incapacité à organiser au niveau économique une relève intéressante et donc on est face au chômage, face à des problèmes importants de scolarité, de moyens etc.



Cette situation d'ailleurs va aussi créer d'autres mouvements, p. ex. de plus en plus une incapacité pour la Belgique à accueillir et intégrer les populations immigrées. Si on avait pu le faire pendant tout un temps parce qu'on avait une sidérurgie et des mines qui permettaient d'intégrer dans le monde du travail ces immigrés, on ne contrôle pas ce mouvement migratoire mais on n'a plus rien à offrir. Donc, de plus en plus, ces immigrés vont poser problème puisqu'ils sont les

Pessin  
in: Le Monde

premiers à rencontrer des formes d'exclusion moderne.

## Le travail social

Autre phénomène des années 70 et qui est évidemment lié à cette situation, c'est l'arrivée en masse des drogues et des drogues dures sur le territoire belge. A partir des années 70, c'est vraiment le débarquement du marché de la toxicomanie tel qu'on le connaît aujourd'hui. Face à ça, les maisons de jeunes vont essayer de s'orienter vers le travail social. Cette orientation-là est portée par deux choses. D'abord face à l'appauvrissement des maisons de jeunes qu'on a connu se pose la question: Comment débloquer des moyens? Une tendance naturelle a été de dire: puisque nous travaillons dans le secteur social - forcément le public qui vient est un public défavorisé -, allons chercher les moyens du côté social. Et, en Belgique, du côté social les moyens sont considérables. La culture, c'est rien du tout à côté du social, donc l'idée était de dire: "allons au social, faisons du travail social et là nous trouverons des moyens complémentaires."

Alors deux impasses se présentent. D'une part, parce que du côté du social les places sont occupées, elles se payent très chères. Il y a donc eu un blocage très précis de tous les partenaires du secteur social pour dire, on ne veut pas des maisons de jeunes chez nous. Et d'autre part, une impossibilité à gérer ce type de programme dans les structures mêmes pour les jeunes. S'ils viennent en maisons de jeunes, ce n'est pas pour être considérés comme malades. Donc, plus on développait des méthodes d'action qui touchaient aux méthodes du social, plus la population quittait les centres. Beaucoup de centres ont dû être fermés parce que, pour finir, ils étaient les ghettos de quelques jeunes vraiment en mauvais état, à tous les niveaux, mais la plupart, le grand nombre des jeunes qu'ils touchaient, et qui étaient des jeunes défavorisés, quittaient ces espaces-là parce qu'ils n'étaient plus intéressants pour eux.

Et on revient peut-être à cette notion de départ des maisons de jeunes qui part quand même du principe qu'on ne doit pas considérer que c'est le jeune qui est malade, mais que c'est la société qui l'est et que c'est donc la société et non pas le jeune qu'il faut changer.

## Deux classes de jeunes

Les années 80, elles ont été à mon sens un peu le théâtre d'une forme de normalisation. Je m'explique. Nous avons aujourd'hui non pas l'impression mais des signes - ce n'est pas une approche scientifique, je vous livre ça plutôt comme un témoignage -, que toute une partie de la jeunesse exclue, et qui vit une exclusion forte, s'est organisée puisqu'on ne lui a pas donné les moyens de trouver une voie "normale", démocratique pour arriver à vivre et à survivre dans cette société. Ils se sont organisés, ils ont développé des discours mais aussi des pratiques qui leur permettent de fonctionner et de fonctionner bien. Je ne dis pas que je soutiens ce qui est mis en place, je constate

simplement que beaucoup de ces jeunes exclus sont en fait des jeunes qui sont organisés, qui ont des savoir-faire, qui ont des savoir-être qui leur permettent de se débrouiller et parfois de bien se débrouiller. On constate par exemple chez nous que la toxicomanie est évidemment un fléau, mais que pour bon nombre de jeunes, le marché de la drogue est une bonne manière de se faire de l'argent vite fait, ça rapporte plus que n'importe quel boulot. Parfois ça va jusqu'à l'implication de toute la famille dans la gestion de ce trafic, il y a même des mères de familles qui participent et recèlent les produits parce qu'elles se rendent compte que, grâce à ça, elles savent vivre. C'est la même chose pour toute une série d'autres jobs ou d'autres activités qui sont presque toutes condamnables mais qui toutes leur permettent de fonctionner. Evidemment ça entraîne des discours, ça entraîne des pratiques qui sont vraiment souvent, presque toujours, antidémocratiques.

C'est une marge qui est non pas une marge à soigner, mais une marge qui devient véritablement dangereuse pour le fonctionnement même des démocraties. Il y a là un pôle qui, je pense, ne va pas pouvoir être géré si on continue à penser en terme de travail social. On n'est plus dans le travail social, quand on est face à cela, on est face à des problèmes économiques, on est face à des problèmes idéologiques, politiques qu'il faut régler. Heureusement, ce public-là vient à la maison de jeunes, chez nous en tout cas on le rencontre régulièrement. Ce n'est évidemment pas facile pour un animateur d'être confronté à cela et de dire au jeune: "tiens, plutôt que d'aller vendre ton Hasch, on va faire une pièce de théâtre", généralement il se fait traiter de pédé et c'est terminé, on ne va pas plus loin. Il y a donc des choses à créer parce qu'on sait qu'au sujet de ces jeunes-là, il ne faut plus parler de travail social, il faut penser autrement et là est peut-être le défi pour les années à venir.

A côté de cette exclusion où on voit assez bien à qui on a affaire, il existe aujourd'hui, me semble-t-il, une grande désillusion, une grande déception chez la majorité des jeunes. Je parle là non pas des jeunes les mieux nantis, mais des jeunes de la classe moyenne dont beaucoup font partie. Désillusion, pourquoi? Tout le discours de leur environnement, de leur famille, de l'école, toutes les pratiques convergent vers une seule et même idée, c'est qu'on leur a garanti l'accès à une école, l'accès à une culture, l'accès à un réseau qui doit permettre au jeune de trouver du travail, de se caser et d'être, comme papa et maman, quelqu'un d'intégré dans une société qui l'accueille. Tout pousse à penser ça et en même temps on constate chez ces jeunes qu'ils sont convaincus de l'inverse. Alors il y a une forte désillusion, parce que partout on leur dit, vous avez tout pour réussir et en même temps toute une série d'indicateurs leur laisse penser et à juste titre probablement que ce n'est pas aussi évident que ça. Qu'aujourd'hui, quand on a une licence en psychologie, on arrive parfois à trouver un emploi chez Mac Donald, où il faut se mettre un bonnet en forme de coq pour vendre des hamburgers, après avoir fait trois passages de sélection extrêmement pointus pour obtenir ce type de boulot qui est tout à fait temporaire. La plupart aujourd'hui des universitaires et des gens qui sortent d'écoles supé-

**Il s'agit de considérer le citoyen comme un agent culturel, comme pouvant lui-même travailler sur sa culture, à partir de sa culture, à partir de son point de vue, d'être quelqu'un qui peut produire des discours, qui peut produire des oeuvres.**

# ein forum für das gute buch

## Festliche Akzente:

- \* gezielte Auswahl an hochwertigen *Kochbüchern*
- \* die ultimativen *Weinführer* (Hallwag, Slow Food)
- \* fürs «after food»: *Trennkost* & andere Kalvarien
- \* anspruchsvolle und lockere *Kinder-* und *Jugendbücher*

## außerdem:

- \* Individuelle *Beratung*, auch für Schulbibliotheken
- \* Schnellstmögliche *Bestellung*, selbst von Fachliteratur
- \* Präsenz *ausgefallener* Bücher und Verlage im Sortiment
- \* individuell angepasste Möglichkeit der *Belieferung*
- \* regelmäßige *Information* der Kunden



**Librairie**  
um  
**Krautmaart**

15, rue du Marché aux Herbes  
L-1728 Luxembourg

rieures sont et le savent dans une situation où l'emploi n'est plus garanti et ils n'ont plus cette illusion d'une société qui accueille et qui donne un avenir tout à fait prometteur. Il y a évidemment des niveaux différents, celui p. ex. qui peut se permettre une, voire deux licences, quelques stages à l'étranger pour maîtriser au moins trois langues et qui avant de sortir de l'école a 10 ans d'expérience, il peut encore imaginer qu'il va trouver un emploi facilement. Pour la majorité ce n'est plus le cas.

C'est peut-être un tableau assez sombre que je dresse là, mais de plus en plus en maisons de jeunes on rencontre ce type de personnes qui est dans la désillusion. Ce n'est peut-être pas la majorité des jeunes, avec 120 centres plantés sur le territoire on ne peut pas toucher tous les jeunes. Les symptômes, on les voit rapidement: c'est l'utilisation de toxiques, pas nécessairement les drogues dures, mais souvent beaucoup d'alcool, beaucoup de cigarettes, voire du Hasch, c'est le jeu sous toutes ses formes, c'est le sport extrêmement violent où on côtoie la mort avec le sourire, c'est toutes ces formes de dépassement, toutes sortes de réactions face à cette situation bloquée.

L'enjeu, me semble-t-il, c'est que nous constatons que pour ces jeunes qui sont en pleine désillusion, ceux qui sont en face d'eux, ce sont les mauvais ban-

lieusards, même si chez nous on n'a pas de banlieue mais l'image française a fait école. Il n'y a pas de contact, il n'y a pas de passages entre ces deux milieux, le milieu de l'exclusion et celui de cette classe moyenne qui connaît des problèmes d'intégration. Pour nous c'est un des enjeux que de trouver le moyen de resserrer le lien, de permettre à ces deux classes jeunes de se rencontrer.

Et l'objectif probablement majeur pour les animateurs c'est d'arriver à ce qu'on puisse travailler sur la représentation qu'ont ces jeunes de leur situation, de ce qu'ils veulent faire, comment ils conçoivent la société, vraiment arriver à faire un travail d'analyse de leur situation, de proposition de solution, d'essais de solution, en essayant d'ouvrir vraiment ces ghettos de classe jeune. Ça me semble d'autant plus important qu'en Belgique on a une montée d'extrême droite qui est étonnante, en communauté française un peu moins qu'en communauté flamande, mais je crois que ça va venir. On est consterné par les discours qui peuvent se tenir au bar des maisons de jeunes et qui donnent froid dans le dos.

## Le travail sur l'expression

Il y a moyen de travailler là-dessus, mais on n'est pas dans le travail social, on est dans le travail de l'ex-

pression. Il faut arriver à ce que ces jeunes ne disent plus, on m'a dit que, on m'a dit que, on m'a dit que, c'est jamais eux, c'est toujours les autres, il faut qu'à un moment donné ils puissent s'impliquer dans la réalité et pas se débarrasser du réel au profit du virtuel et donc là il y a vraiment un travail à faire sur leur perception du monde etc.

Alors deux pistes pour y arriver. Je crois qu'il faut très rapidement travailler sur les enjeux directs que les jeunes rencontrent, des problèmes qui, à nous, ne nous paraissent peut-être pas intéressants, mais qui sont des situations sur lesquelles justement le jeune peut avoir l'impression d'avoir quelque chose à dire et quelque chose à faire, donc un retour au concret. Il ne faut pas parler de grands sujets, il faut vraiment être dans notre village, dans notre ville. Qu'est-ce qui pose problème à nos jeunes et comment est-ce qu'on peut intervenir là-dessus? D'autre part il ne s'agit évidemment pas de les enfermer dans une approche micro de la société, où ils vont pouvoir gérer les deux rues adjacentes à leur maison, il s'agit d'en faire des citoyens du monde et donc d'ouvrir aussi aux grands enjeux du monde d'aujourd'hui qui touchent à l'environnement, qui touchent au rapport nord-sud, est-ouest etc. Il faudrait donc arriver à balancer le travail de la maison de jeunes entre ces deux niveaux.

### Les moyens

Est-ce que nous avons des moyens particuliers pour le faire en Belgique? On a l'arrêté royal, le personnel prévu est dérisoire, les moyens de fonctionnement sont dérisoires, le plus que peut attendre une maison de jeunes en catégorie A qui développe vraiment tous les projets qu'on lui demande de développer, ce sont 450.000 mille francs. Avec ça il y a moyen de payer la facture de chauffage et c'est à peu près tout. En revanche nous avons obtenu une, deux choses qui sont importantes.

Nous avons obtenu la reconnaissance de la professionnalisation des animateurs. Pour faire ce travail, tel que je viens de l'esquisser, il ne s'agit plus d'avoir des animateurs un peu comme chez les scouts. Il y a

vraiment une politique de professionnalisation, de formation, d'échanges de pratique entre animateurs, que ce soit en communauté française, que ce soit aussi avec le niveau européen, parce qu'on a des choses à voir et à apprendre à l'extérieur, des expériences à confronter. La professionnalisation nous semble essentiel, mais attention au danger qu'elle constitue pour certaines fonctions dans le centre! Il faut surtout maintenir les investissements militants et bénévoles, donc avoir aussi d'autres acteurs que les salariés. Beaucoup de maisons chez nous ont eu d'énormes problèmes parce qu'elles ont laissé reposer l'ensemble de l'organisation sur le seul travailleur et il n'y avait plus personne pour contrôler le projet, pour définir les priorités. Il faut qu'il y ait des personnes qui ne soient pas des salariés mais des personnes impliquées de manière bénévole ou militante dans l'organisation du centre.

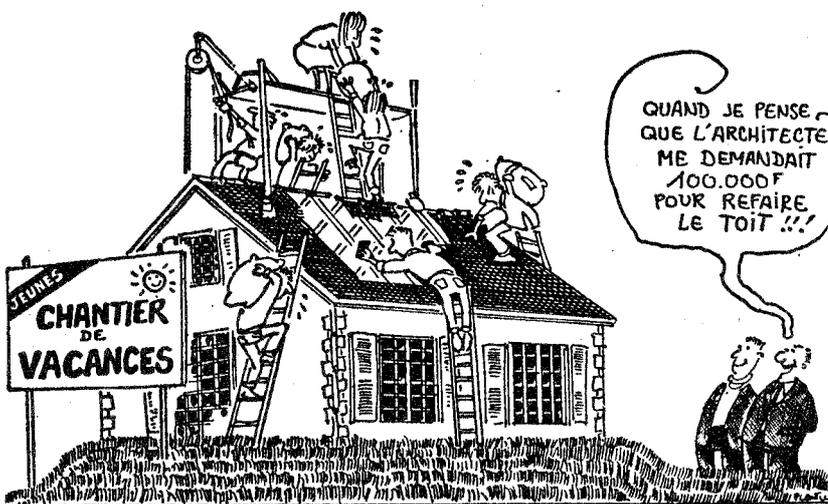
Deuxième axe que nous avons défendu et obtenu en partie, ce sont des budgets qui ne soient pas des budgets liés au fonctionnement mais qui soient des budgets liés à des projets et des projets qui doivent faire la preuve qu'ils ne tombent pas dans le travers ou dans la dérive du social, mais des projets qui ont pour ambition la création ou le développement d'outils spécifiques au secteur culturel pour rencontrer des problématiques qu'on identifie. Cela veut dire concrètement qu'il y a un cadre budgétaire chez nous qui permet de prendre en charge totalement le coût d'une opération pour peu que l'équipe d'animation du centre, le responsable du centre peut dire: "voilà chez nous le ou les problèmes concrets qui se posent et voilà ce que nous avons mis en place comme projet, comme méthode, comme démarche qui permette de rencontrer ces problématiques." Et il importe que ce soient non pas des démarches qui relèvent du travail social mais qui touchent à la création, à l'expression culturelle, à la parole des jeunes.

Les résultats sont étonnants parfois, ça va du journal spécialisé en hip-hop porté par les jeunes qui font les recherches sur les mouvements hip-hop en Belgique etc., les groupes de musique ainsi de suite jusqu'au cabaret dans un village de campagne où les jeunes montent un énorme cabaret entre différents villages d'une même entité. Sur le coup cela peut paraître assez fumeux et pas très intéressant, mais quand on voit le travail qui se mène, c'est assez dynamique et édifiant.

### Non aux flics-animateurs!

Voilà deux axes importants chez nous que l'on a obtenus et qui permettent d'aller de l'avant. Il y a à côté de ça des choses qui nous font extrêmement peur, c'est le développement de toutes les politiques dites sécuritaires. Nous avons chez nous ce qu'on appelle des contrats de sécurité, c'est-à-dire que toutes les grandes villes ou les zones qui posent problèmes et qui sont identifiées reçoivent directement du Ministère de l'Intérieur de l'argent pour pouvoir engager des policiers et des médiateurs sociaux pour en fait obtenir des résultats en matière de sécurité. Il semblerait qu'il y a vraiment beaucoup de personnes âgées qui se plaignent de voir leurs sacs arrachés etc. et

Plantu  
in: Le Monde



donc la plupart des politiques aujourd'hui préfèrent investir dans ces politiques sécuritaires. Les montants débloqués pour assurer cette politique-là sont considérables, 3 milliards tandis que le budget des maisons de jeunes, c'est 122 millions.

Ce qui est consternant, c'est que maintenant sur le terrain local débarquent des agents qui dépendent directement des bourgmestres, ce sont des forces de police qui n'ont plus rien de l'agent de police mais tout de l'animateur. Ils sont cool, ils ont tous les attributs de la personne sympa avec laquelle le jeune va pouvoir prendre contact, mais, in fine, ça se termine toujours au service de police. Evidemment, ça nous pose

énormément de problèmes, à nous, secteur culturel et de l'animation, parce que pour le jeune maintenant il arrive souvent qu'il nous pose la question, est-ce que tu es vraiment un animateur, puisque derrière chaque animateur aujourd'hui il peut se cacher un policier. C'est à peu près la situation dans les grandes villes belges. C'est catastrophique, ce qui est en train de se produire là pour le travail de l'animation. J'espère que vous ne connaissez pas cela et que vous n'aurez pas à le connaître.

**Lucien Barel**

**Président de la Fédération belge des Maisons et centres de Jeunes**